

la
cgt

ÉDUC'
ACTION

NI CASSE DES RETRAITES, NI CASSE DE L'ÉDUCATION !

Lors de l'ouverture de la conférence sur le financement des retraites, Edouard Philippe a insisté sur le fait qu'il fallait 12 milliards d'ici 2027, laissant entendre que ce serait impossible à faire sans revenir à la solution d'un âge cible. Pourtant le financement d'un système de retraites est tout à fait envisageable, sans imposer contre la majorité de la population un système à points qui sert de premier levier pour faire baisser les pensions. pour continuer sa politique d'austérité et de transformation de la société pour la rendre encore plus individualiste et au service des plus riches.

En favorisant l'emploi et la stabilité en instaurant un malus pour les emplois précaires, en augmentant les salaires de 6%, en établissant enfin l'égalité salariale femmes-hommes et en mettant fin aux exonérations sociales des entreprises, 47 milliards pourraient aller dans le financement des retraites. Les actionnaires se mettent quant à eux 94 milliards d'euros dans leurs poches. Les 12 milliards que demande Edouard Philippe sont bien peu face à tous ces chiffres.

Le gouvernement choisit de reculer encore l'âge de départ en retraite, et de prendre en compte l'ensemble d'une carrière pour faire baisser les pensions et « pousser » les salarié-e-s qui le peuvent vers des fonds de pension privé. Au final, les inégalités vont être accentuées, les plus riches pourront « se payer » une retraite à 62 ans quand la majorité de la population, et aussi des personnels de l'éducation, devront travailler jusqu'à l'âge cible, voire au delà. Quant aux plus précaires ou à ceux qui auront connu la précarité, leur pension n'atteindra même pas le seuil de pauvreté. Pour le gouvernement c'est une double victoire : pas un centime de plus pour les retraites, et une minorité qui en profite.

Pour les personnels de l'éducation, rien n'est fait pour compenser les pertes liées au nouveau calcul de la pension. Les revalorisations salariales promises ne se feront (si elles se font finalement puisque le conseil d'état a refusé qu'elles soient inscrites dans la loi) qu'avec des contreparties d'augmentation du temps de travail et de rémunération au mérite pour casser un peu plus nos statuts. S'ajoutent à ça les conséquences des suppressions de postes d'enseignants et d'administratifs : classes

surchargées à tous les niveaux, accumulation de travail, souffrance...

Les réformes Blanquer du lycée général et du lycée professionnel répondent d'ailleurs aux exigences d'austérité et de suppressions massives de postes. Avec là aussi la double lame pour les lycées généraux, avec l'instauration d'un nouveau bac. **Les épreuves de contrôle continu (E3C), en plus du stress et du travail supplémentaire qu'elles occasionnent, vont faire perdre le caractère national de l'examen.** Le bac obtenu dans un lycée où sont scolarisés des jeunes d'un milieu social populaire ou plus rural sera moins « prisé » que celui obtenu dans un lycée renommé de centre ville. **Le même droit à sa chance dans tous les quartiers est plus que bafoué !**

EN GRÈVE LE 6 FÉVRIER POUR GAGNER :

**LE RETRAIT DU PROJET DE RÉFORME
DES RETRAITES**

**De vraies augmentations de salaire sans
aucune contrepartie**

**La fin de la précarité et la titularisation de tous
les contractuels**

**Des créations de postes au lieu des
suppressions**

**Le retrait des réformes et projets Blanquer
(E3C, parcoursup, réforme des lycées généraux
et professionnels...)**

L'abrogation de la loi de la fonction publique.

**Réformes des retraites, suppressions de postes, E3C et bac maison :
combattons la politique destructrice du gouvernement!**

**SOYONS TOUS ET TOUTES EN GRÈVE
ET EN MANIF LE 6 FÉVRIER !**

**ROUEN 10h30 COURS CLÉMENCEAU
Rassemblement éducation 9h00 Inspection**

SYNDIQUEZ VOUS ! RENSEIGNEZ VOUS !
www.education7627.fr